

L'Humanité Rouge

Quotidien

des communistes marxistes léninistes de France

IMP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Grève avec occupation au centre de tri Créteil CTA

UNE GRANDE COMBATIVITE

Le centre de tri de Créteil est un de ces nouveaux centres que l'administration des PTT a fait construire récemment en banlieue.

400 à 500 travailleurs environ, des salles de repos, quelques installations pour le sport... Rien extérieurement de comparable avec les gros centres de tri de Paris. L'administration croyait sans doute avoir trouvé le moyen d'anesthésier la

lutte des classes et de pouvoir en toute quiétude exploiter les travailleurs et licencier à sa guise.

Ainsi, il y a 3 mois, elle décida de licencier Llamas, un vacataire, c'est-à-dire un travailleur embauché pour 1 350 F par mois et, bien sûr, lorsque le trafic est le plus fort. Ce qui fait que pratiquement ils font le même travail que les auxiliaires ou les agents,

mais sont encore plus sous-payés.

Llamas avec ses camarades refusa le licenciement et revint bosser au centre... sous la protection de ses copains!

Une grève, des collages d'affiches appelant au soutien et différentes autres actions de popularisation eurent lieu, surtout à Créteil. Malgré le silence des directions syndicales, la

nouvelle commença à se savoir dans les autres centres de tri.

L'administration voyant son autorité bafouée, fit convoquer (il y a trois semaines) Llamas devant le tribunal. Le vendredi 27, les flics le convoquèrent au poste de police. Ayant la trouille d'aller le chercher au boulot, ils préféraient l'attirer chez eux!

• Tunisie

PLUS DE 130 TRAVAILLEURS ASSASSINES PAR BOURGUIBA

Après les puissantes manifestations populaires de ces derniers jours et les crimes commis par la police réactionnaire sur l'ordre de Bourguiba, la Tunisie vit toujours à l'heure du couvre-feu et des patrouilles armées.

Ce couvre-feu qui doit durer un mois est destiné à permettre au gouvernement de Bourguiba et de son premier ministre Nouri, une « reprise en main » de la situation, selon leurs propres mots.

En fait, voilà plusieurs années que Bourguiba et Nouri cherchaient à mettre l'opposition populaire au pas. La grève générale déclenchée par l'Union générale des travailleurs tunisiens, sous la pression de ses quelques 500 000 adhérents, a été l'occasion pour Bourguiba de frapper un grand coup.

Il ne fait nul doute que les 130 morts et les centaines de blessés ont été délibérément mitraillés par la police.

Actuellement, devant l'indignation du peuple tuni-

sien et des peuples du monde, Bourguiba et Nouri sont en train de justifier leur coup de force par un prétendu complot.

Ainsi, les organes d'information officiels continuaient, dimanche, à insister sur la responsabilité des dirigeants de la centrale syndicale tunisienne (UGTT) dans les émeutes de jeudi à Tunis, et faisaient une grande publicité aux fusils, cocktails molotov, gourdin et barres de fer découverts dans certaines permanences de l'UGTT.

Cela a permis au gouvernement d'arrêter la plupart des dirigeants de l'UGTT, faute de pouvoir mettre les masses populaires en état d'arrestation.

Pourtant, rien n'est réglé contrairement à ce que pense le premier ministre, Nouri, qui déclarait dimanche à TF1 : « Je crois que la reprise en main est déjà faite ». La colère du peuple tunisien est extrêmement vive et il serait étonnant que les choses en restent là.

MANIFESTATION D'ETUDIANTS TUNISIENS A PARIS

Des étudiants tunisiens ont manifesté, dimanche matin, à Paris, contre « les fusillades et les massacres en Tunisie », à proximité du consulat général de Tunisie, 17, rue de Lübeck, 16e devant lequel stationnaient d'importantes forces de police.

Porteurs de banderoles exigeant « la levée de l'état de siège », les étudiants ont remonté la rue Boissière aux cris de « Libérez les syndicalistes emprisonnés », « Liberté démocratique pour le peuple tunisien », « Gloire aux martyrs du peuple tunisien », « Bourguiba-Nouri, assassins ».

Pendant près d'une heure, devant de nombreux CRS qui bloquaient l'accès de la rue de Lübeck, les étudiants ont scandé leurs slogans en français et en arabe. Avant de donner l'ordre de dispersion, un responsable de l'Union générale des étudiants tunisiens a lu un communiqué destiné à la presse et une motion a été déposée au consulat par une délégation.

Par ailleurs, une quarantaine d'étudiants et d'ouvriers tunisiens se sont rendus dimanche matin au consulat de Tunisie, à Montpellier (Hérault), où ils ont déposé une motion protestant contre les événements qui se déroulent dans leur pays.

Les manifestants sont demeurés dans le jardin du consulat tandis que deux délégués ont été, après pourparlers, reçus par l'attaché social du consulat.

Paris

Meeting du 27 janvier à
la mutualité (salle B)

UN RICHE CONTENU

Placé sous le double signe du 10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et de la bataille politique de 1978 (et du soutien aux candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) le meeting organisé à Paris par l'Humanité rouge a rassemblé un millier de personnes.

Deux autres questions ont été largement évoquées et ont suscité l'enthousias-

me des participants : l'unification des marxistes-léninistes dont ont parlé le camarade André Druesne et le camarade au nom du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml) et par là-même, la concrétisation ; et la tenue victorieuse du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) dont a également parlé le camarade A. Druesne.

(Voir notre article page 5)

Editorial

Le « bon choix » c'est la lutte anticapitaliste et anti révisionniste

L'aristocrate président de la République, à Verdun-sur-le-Doubs, comme ailleurs, prend vraiment les gens pour des imbéciles et cherche à leur faire prendre des vessies pour des lanternes. Par exemple, qui peut croire que le soi-disant arbitre Giscard n'est pas pour les monopoles et contre les travailleurs ?

« La crise est comme l'épidémie, elle nous vient du dehors », prétend-il. Certes, la crise de l'impérialisme américain et du social-impérialisme russe, la rivalité acharnée des superpuissances, les rivalités inter-impérialistes pour la domination des marchés... et surtout les luttes multiples des pays et peuples du tiers monde contre le pillage de leurs richesses par l'impérialisme, et principalement les deux superpuissances, tout cela pèse de tout son poids sur l'économie de l'Occident capitaliste. Mais le capitalisme, s'il est en crise sur tout le globe, c'est bien en premier lieu pour des raisons internes à lui-même. Quant au capitalisme français en particulier, avec Giscard-Barre à sa tête, il participe pleinement à la course aux marchés. Non seulement il accepte ses lois, mais il les défend avec acharnement.

La base même de son économie est toujours la recherche du profit maximum tant sur le plan intérieur qu'international.

Ce sont donc en vérité les fondements mêmes de l'économie capitaliste qui doivent être remis en cause. Or, de cela, non seulement il n'en est pas question (pour la prétendue gauche non plus), mais en plus Giscard félicite son économiste en chef et charlatan de première classe qui lui sert de premier ministre.

Il ne pourra pas y avoir de véritable redressement économique, alors qu'en plus des contradictions inhérentes au système capitaliste, ce sont les luttes des pays et peuples du tiers monde qui se développent contre l'impérialisme et que cette tendance domine de plus en plus.

A tel point que le tiers monde est devenu la force motrice de la révolution mondiale. Il prend pour cible principale les deux superpuissances qui, elles, essayent également de renforcer leur domination sur l'Europe, le Japon.

Quand le gouvernement français signe de fabuleux contrats économiques avec l'URSS, par exemple, comme il est avide d'exporter et qu'il résonne à courte vue, il est heureux parce que ça lui rapporte gros. Mais en vérité, il permet en fait de renforcer le potentiel industriel de son principal ennemi qui, en retour, exercera de nouvelles pressions sur lui pour l'amener à de nouvelles concessions.

Tout le reste du discours de Giscard, c'est du verbiage pour endormir les gens. Quand il ne peut même pas promettre du travail pour tout le monde, il fait comme si les travailleurs vivaient d'espoir et d'eau fraîche.

Il leur promet que ça ira mieux demain. Il est bien incapable de dire par quel miracle ça pourrait changer, et pour cause !

Le « bon choix » pour les travailleurs, Français et immigrés, c'est de refuser de payer les frais de la crise, quelle que soit la sauce avec laquelle on essaye de nous la faire avaler. Aujourd'hui comme hier, comme demain encore, élections ou pas, promesses ou pas, l'avenir dépend avant tout de l'organisation de la classe ouvrière et de ses alliés hors des états-majors bourgeois (de droite ou de gauche) et dans leur propre État-major de combat.

●URSS

Des ouvriers réclament la création d'un syndicat « libre »

Un groupe d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs soviétiques ont déclaré, jeudi, vouloir créer un syndicat « libre » et réclamé le soutien de l'Organisation internationale du travail (OIT) dont l'URSS est adhérente... sans en respecter les règles.

Six d'entre eux ont rencontré, jeudi, des correspondants de la presse occidentale à Moscou. Ils ont déclaré que 200 travailleurs soviétiques auraient déjà manifesté par écrit leur volonté — malgré les risques encourus — d'adhérer à un syndicat « de défense des droits des travailleurs en Union soviétique ».

La plupart d'entre eux sont actuellement sans travail, certains depuis deux ou trois ans. Ils affirment avoir été licenciés pour avoir protesté contre divers abus graves de la direction de leurs entreprises (voies, malversations, non-respect des règles de sécurité, etc.).

Conscients des risques qu'ils assument en faisant une telle démarche, ils réclament l'appui de l'opinion publique internationale

pour faire connaître leur lutte et empêcher qu'elle soit, selon leurs propres termes, « anéantie » par les autorités fascistes soviétiques.

La plupart des travailleurs se sont rencontrés dans les antichambres des « bureaux de requête » du Comité central du PCUS au présidium du Soviet suprême qui, affirment-ils, « sont remplies de policiers qui sont là pour impressionner les plaignants et les empêcher d'établir des contrats ».

L'un d'entre eux, Vladimir Klebanov, licencié de la mine du Donbass, après avoir dénoncé les conditions de travail très dangereuses, a été interné pour cela pendant quatre ans dans un hôpital psychiatrique. Il a été récemment à nouveau interpellé par le KGB et interné une nouvelle fois neuf jours, début janvier.

D'autres menaces et mesures d'intimidation ou d'éloignement de Moscou auraient été prises à l'égard de certains autres membres du groupe.

●USA

LES MINEURS NE CEDERONT PAS

La grève des 160 000 mineurs de l'« United Mine Workers » (UMW), le syndicat national des mineurs américains est entrée dans sa huitième semaine. Ses répercussions sur l'économie des Appalaches, vaste région charbonnière qui s'étend de l'Alabama à l'état de New York, commencent à se faire sérieusement sentir.

« Tout ce que je peux dire, c'est que nous tiendrons le coup aussi longtemps qu'il faudra », déclare fermement Mickey Messer, président de la section locale de l'UMW à la mine de Brookside, dans le comté de Harlan. « J'aimerais que la grève dure 6 mois ! » s'exclame avec enthousiasme Eddie Sturgill, 28 ans, nouveau membre du Conseil administratif du syndicat.

De la base au sommet, la réponse est partout la même : les grévistes ne reprendront pas le chemin de la mine, tant qu'un nouveau contrat, remplaçant celui de 1974 expiré en décembre dernier, n'aura pas été négocié de façon satisfaisante avec la « Bituminous Coal Operators Association » (BCOA), l'asso-

ciation des employeurs de l'industrie charbonnière.

Leurs deux principales revendications sont :

— le remboursement total des soins médicaux, même en période de grève (la couverture médicale qui n'était plus assurée qu'à 60 % par le patronat depuis le 1er juillet a été suspendue avec la grève)

— le droit de débrayer dans une localité donnée en cas de conflit limité, chaque fois qu'une majorité de travailleurs en exprime la volonté.

Des comités de grève ont été installés un peu partout pour venir en aide aux plus démunis. Comme la grève, la solidarité chez les mineurs de l'Appalache est une vieille tradition !

En l'absence d'un fonds de grève (la mauvaise gestion du syndicat a été souvent très critiquée), les mineurs dépendent pour survivre de leurs économies, du salaire de leur femme. Par dignité, ils n'acceptent de recourir aux bons d'alimentation distribués par le gouvernement fédéral, qu'en cas d'extrême nécessité.



Un piquet de grève dans le Kentucky

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

●Afrique du Sud

Le 22 janvier, un meeting de 2 000 personnes, à Soweto, a apporté son soutien à la lutte menée par les étudiants noirs contre le système d'éducation bantoue, une résolution fut votée en ce sens.

Les participants ont scandé des slogans contre la discrimination raciale et l'apartheid et chanté des chansons à la gloire de la lutte des Noirs.

Les travaux du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Afrique australe se sont ouverts jeudi soir. Un rapport du ministre des Affaires étrangères du Nigé-

ria a fait état de l'aggravation de la répression.

Il a expliqué que l'embargo sur les armes était insuffisant, les pays occidentaux doivent cesser les crédits et les investissements nouveaux en Afrique du Sud, investissements qui permettent au régime raciste de tenir.

Les pays occidentaux capitalistes furent déjà contraints par les pays du tiers monde à se prononcer contre l'apartheid et à appliquer l'embargo sur les armes. C'est donc une nouvelle bataille que vont engager les pays du tiers monde pour contraindre les capitalistes à céder. Une lutte difficile tant les intérêts de ces pays sont importants en Afrique du Sud.

●Israël

La CIA a révélé par inadvertance qu'Israël produit des armes nucléaires depuis 1974, en partie grâce à de l'uranium obtenu par des « moyens clandestins ». Ce rapport de la CIA est le premier document officiel américain affirmant ces faits. Cette révélation a été qualifiée le soir même d'erreur ; en principe, elle aurait dû rester dans le domaine du secret, car Israël a toujours démenti ces faits.

Le document précise qu'Israël s'est en particulier procuré de l'uranium en le dérobant, au cours des années soixante, dans une usine nucléaire d'Apollo, en Pennsylvanie.

Ce qu'il faut de signaler le rapport, c'est qu'Israël ne peut avoir ces armes que par le biais de l'impérialisme américain. En fait, les États-Unis désapprouvent publiquement ce qu'ils font directement ou indirectement par derrière.

Le rapport précise, par ailleurs, que Taiwan serait en mesure de posséder l'arme nucléaire en 1979 ; là encore, ce ne peut être que par l'intermédiaire des USA. Il est aussi indiqué que l'Afrique du Sud serait également en mesure de construire ces armes et là on peut signaler les bonnes grâces de l'impérialisme français.

●Inde

Mardi dernier, 7 millions d'ouvriers de l'État de Maharashtra étaient en grève pour soutenir la grève menée, depuis 42 jours, par les employés gouvernementaux de cet État pour une augmentation de salaire.

La grève de solidarité a presque totalement paralysé l'industrie, le commerce et le trafic à Bombay, chef-lieu de l'État, l'une des plus grandes villes industrielles du pays.

●Pérou

Les 5 200 travailleurs de l'entreprise sidérurgique d'État de Chimbote, à 450 km au nord de Lima, ont mis fin jeudi à la grève qu'ils observaient depuis 51 jours. Au cours de cette grève, les ouvriers s'étaient violemment affrontés aux forces de l'ordre.

La reprise du travail a été décidée à la suite de l'octroi, par les autorités, d'une augmentation mensuelle équivalente à 27 dollars (127 F) et de l'assurance qu'aucun licenciement ne serait opéré à la suite de la grève.

MESSAGE DE L'ORGANISATION

« LE TRAVAILLEUR TUNISIEN »

Chers camarades,

— A l'occasion du 10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France, nous vous adressons, au nom de notre organisation « Travailleur tunisien », nos plus chaleureuses salutations basées sur l'internationalisme prolétarien et la solidarité militante.

— Durant les dix dernières années, le PCMLF, en digne continuateur des héroïques communistes de Paris et dans une lutte ouverte et sans compromis contre la trahison révisionniste, s'est forgé pour devenir l'état-major de combat dans lequel se reconstruit de plus en plus la classe ouvrière de France, provisoirement trompée par la clique Marchais.

— Les communistes marxistes-léninistes tunisiens du « Travailleur tunisien » tiennent à cette occasion à rendre hommage aux efforts inlassables déployés par le PCMLF pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

— Ils tiennent également à lui rendre hommage pour le soutien indéfectible au peuple tunisien et aux autres peuples du tiers monde, ainsi que pour tous les efforts qu'il fait pour soutenir et défendre les travailleurs émigrés et souder leur unité avec les travailleurs français en un seul combat contre l'exploitation capitaliste.

— Nous tenons à souligner en cette occasion l'entière identité de vue qui existe entre notre organisation et le PCMLF quant à l'appréciation de la situation internationale basée sur la théorie des 3 mondes formulée par le président Mao Tsé-toung en février 74, et fermement appliquée par son digne continuateur, le président Hua Kuo-feng.

— Nous sommes certains que le PCMLF, à la tête de la classe ouvrière de France, remportera des succès encore plus grands sur la voie de l'instauration en France de la dictature du prolétariat.

Vive le marxisme léninisme et la pensée-maotsétoung !

Vive l'unité du MCI !
Vive le PCMLF !

Le 22-1-78



Les films chinois en France

UNE PRESSE ELOGIEUSE

Nous avons déjà évoqué deux de ces films dans notre journal. Nous présentons aujourd'hui une première « revue de la presse » sur ces trois films :

Télérama du 28 janvier au 3 février :

Après avoir indiqué que ce qui frappe immédiatement les Occidentaux dans ces films, c'est l'« aspect catéchisme » et « d'éducation des masses », ce journal poursuit : « Et pourtant, on ne s'ennuie pas. C'est que le débat idéologique, lui-même loin d'être inintéressant, est greffé, pour mieux atteindre les masses, sur des situations riches en rebondissement, en suspense souvent spectaculaires, qui donnent aux films des allures de westerns, de récits d'aventure, particulièrement divertissants. »

« Le meilleur exemple est sans doute « Le détachement féminin rouge »... »

« Le plus réussi des six nous semble pourtant être « Les fleurs rouges de Tienchan »... L'espace, les troupeaux de chevaux qui galopent sur la steppe, la ronde des travaux agricoles, les prairies en fleur, la beauté des costumes, des intérieurs, de la musique, tout concourt à faire de ce film une réussite, où le débat sur l'émancipation de la femme est conduit avec beaucoup d'humour... »

Agence France-Presse :

« ... Autant d'œuvres qui combinent le réalisme socialiste et le romantisme révo-

lutionnaire. Mais on ne s'ennuie pas : le débat idéologique toujours présent se greffe sur des situations riches en rebondissements et en aventures, qui font du film un spectacle vivant ».

Le Figaro du 27 janvier :

« Six films chinois... Ce n'est pas un mince événement. Non seulement parce que ces films offrent un échantillon particulièrement convaincant d'une production cinématographique pratiquement inconnue en Occident... L'argument dramatique et la mise en scène, destinés à véhiculer les thèmes élémentaires de l'idéologie nationale ne s'embarrassent guère de nuance ni de psychologie.

L'escroquerie des stages formation-emploi

Un exemple vécu

Nous avons reçu une lettre très intéressante d'une lectrice dont nous publions de longs extraits. Cette lettre met à nu la nature des stages de formation professionnelle de Barre et du CNPF, qui ne sont destinés qu'à diminuer artificiellement les chiffres du chômage à quelques mois des élections. Cette lettre montre que ces stages ne changent rien au chômage des jeunes.

Marie-Claude (c'est mon amie) est sans qualification. Elle est allée jusqu'en première G1 (secrétariat). Elle a 21 ans, elle s'est mariée et a élevé son fils qui a trois ans maintenant. Son mari est au chômage et les fins de mois sont dures, très dures. Marie-Claude décide de chercher du travail. Hélas, sans qualification spéciale, sans diplôme ni expérience professionnelle, avec la pénurie des emplois, elle ne trouve rien.

Elle va à l'agence pour l'emploi car il lui faut absolument du travail.

L'ANPE lui propose un stage de vendeuse de 9

mois dans un magasin très chic de prêt-à-porter, au centre de Nantes. Elle sera payée à 90 % du SMIC et devra travailler 40 h par semaine. C'est du moins ce qu'on lui dit. Un rendez-vous est pris avec la patronne du magasin. Elle doit être embauchée le mercredi de la semaine suivante.

Mais avant de commencer, il lui faudra être « présentable ». Aussi, Marie-Claude va chez le coiffeur et s'achète une ou deux robes, puisant ainsi avec remords sur les maigres ressources du foyer. Elle

cherche aussi une nourrice pour faire garder son enfant.

Le jour « J », elle arrive au magasin. La patronne n'était pas là. Elle attend sous les regards réprobateurs des autres vendeuses qui, manifestement, lui font la tête. « Je n'ai pas une tête qui leur revient » pense Marie-Claude. Un coup de téléphone, c'est la patronne qui lui fait dire de s'en aller et de téléphoner le mardi de la semaine suivante, sans autres explications.

Marie-Claude est déçue : ces frais de coiffeur pour rien, et toujours rien de décider pour le travail.

Le mardi suivant, elle téléphone et la patronne lui dit qu'elle commencera le jeudi à neuf heures. Marie-Claude contente se présente ce jour-là, au magasin. La patronne, embêtée lui dit qu'elle ne peut l'embaucher tout de suite et qu'elle devra commencer au moment des fêtes de fin d'année, le 1er janvier.

Mon amie est surprise, mais elle n'ose pas poser de questions de peur de perdre son stage.

LICENCIER POUR EMBAUCHER DES STAGIAIRES

Le 1er janvier, elle commence comme convenu. C'était dur, car au moment des fêtes, il y a beaucoup de travail dans les magasins. La patronne lui annonce qu'elle devra travailler comme les autres employées, c'est-à-dire faire un horaire dément, bien supérieur aux 40 h. Marie-

Claude a compris, ce jour-là, dans quel piège elle était tombée. Les autres vendeuses lui ont, en effet, expliqué qu'avant son arrivée, la patronne avait embauché, pour un mois à l'essai, une autre vendeuse et lorsqu'elle a appris l'existence des stages pratiques de neuf mois, financés par l'ANPE, elle s'est empressée de licencier sa vendeuse. Celle-ci ne s'est pas laissée faire et a exigé, comme elle en avait le droit, de finir son mois d'essai. C'est ce qui explique les nombreuses allées et venues de mon amie avant son embauche et l'embarras de la patronne.

Marie-Claude refuse de rester plus longtemps dans ce magasin, et le soir, elle demande son compte pour la journée de travail. La patronne refuse et lui dit de s'adresser à l'ANPE. Cette dernière refuse aussi de la payer prétextant que cela ferait trop de comptes, trop de papiers pour une si petite somme (80 F), et lui dit de s'adresser à la patronne, qui bien sûr refuse encore.

Marie-Claude commence à « gueuler » à l'ANPE. Après être renvoyée de bureau en bureau, elle trouve des employées compréhensives qui lui expliquent qu'elle n'est pas la première à qui ça arrive, et qu'il y en a déjà plus de cent qui sont dans le même cas. Certains jeunes ont même fait trois semaines de travail sans n'être jamais payés.

Mon amie est révoltée et refuse de se résigner. Avec d'autres jeunes chômeurs et des travailleurs, une action sera envisagée. Ce fait est chose courante, non seulement à Nantes, mais dans toute la France, c'est pourquoi nous devons dénoncer le scandale des stages pratiques.

Une lectrice de Nantes

● Romans (Drôme) Installation d'une deuxième usine nucléaire

Une nouvelle usine s'inscrivant dans la liste du programme nucléaire va s'implanter. C'est la FBFC du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann. Dans cette usine, on transformera l'hexafluorure d'uranium en dioxyde d'uranium, qui se présente sous forme de gaines destinées au cœur des centrales de type PVR.

L'hexafluorure d'uranium est le résultat de la première étape de l'enrichissement. Il est fabriqué dans les usines d'Euridif et de Pierrelatte (usine Comurhex).

A Romans, il y a déjà la CERCA qui fabrique le combustible pour les centrales de la filière graphite-gaz laboratoire. EDF, PUK et la municipalité socialiste tentent de voiler ce projet. D'après eux, la FBFC ne serait qu'un agrandissement de la CERCA, alors que voici les trois différences fondamentales entre les deux usines :

1) Le risque dans la transformation de l'hexafluorure d'uranium et dans les transports de 200 tonnes d'uranium et de 605 tonnes d'hexafluorure d'uranium par an.

2) Risque dans la manipulation de l'uranium en-

richi et de l'acide fluorhydrique augmentant le danger de radioactivité pour le personnel (l'acide fluorure à forte dose atteint le développement des plantes, fixe le calcium, diminue la chlorophylle dérangeant ainsi la photosynthèse. Il atteint l'homme et les animaux provoquant des maladies des os, etc.

La vallée de la Maurienne, avec PUK qui utilise cet acide pour fabriquer de l'acier, en est un exemple.

3) Les risques de la rentabilité dans le système capitaliste, parce que passant à un niveau industriel : passage de la fourniture de combustible équivalent de 3 000 mégawatts à la CERCA à 40 000 mégawatts à la FBFC, en 1985. On sait qu'à Romans, il y a beaucoup de chômage dû à la fermeture d'usines de la chaussure et la municipalité table sur 250 emplois étalés sur deux ans pour faire approuver ce projet.

Pour organiser la lutte, l'AIRE, association écologique, essaye d'informer le plus possible la population, ainsi que le CRIN et le comité écologique de Saint-Paul (Drôme).

Correspondant HR Drôme-Ardèche

Le stockage du gaz naturel aux USA

Une bombe à retardement

La façon dont le gaz naturel est stocké aux États-Unis fait courir au pays un danger aussi grand que celui d'une attaque nucléaire, si l'un des réservoirs venait à être endommagé par une catastrophe naturelle, affirme un document officiel du congrès américain.

Ce rapport de 600 pages qui sera rendu public au mois de mars, insiste sur la capacité d'expansion du gaz

naturel liquide et sur la fragilité des 60 réservoirs géants répartis sur le territoire américain, ainsi que sur les terribles conséquences d'un accident dans une zone fortement peuplée.

Quand on sait que certaines régions sont secouées de tremblements de terre, comme la Californie, on imagine la menace qui pèse sur la vie de centaines de milliers d'habitants dans ces régions.





la France des luttes

Séguy sur la défensive

« Nous rejetons comme une injure l'accusation selon laquelle aucune opposition ne peut s'exprimer à la CGT. Nous entendons prouver notre sincérité à cet égard en créant toutes les conditions propres à la libre expression, au sein de la CGT, des idées qui s'échangent, y compris dans la presse confédérale ».

C'est ce que déclare Séguy dans un long article laborieux, article publié dans le journal « Le Monde », daté du samedi 28 janvier. Intitulé « Remous dans la CGT ? », l'article s'efforce d'apporter une réponse « qui est devenue nécessaire » aux protestations significatives qui s'élè-

vent d'un peu partout dans le syndicat contre l'alignement sur le PCF, imposé par la direction confédérale. Comme gage de son honnêteté, Séguy annonce que la « Vie ouvrière » et « Le peuple » vont ouvrir leurs colonnes au débat. Sans doute, ce ne sera rien d'autre que la possibilité pour certains responsables CGT, membres du PS, d'exprimer leurs désaccords. Rien d'autre, car le seul débat envisageable pour ces messieurs, c'est celui qui tourne autour du Programme commun.

Au sein de la CGT, il existe une contradiction de fond : celle qui oppose, d'une part, les tenants de la ligne de collaboration de

classe, de soumission aux partis de gauche (PCF ou PS), et d'autre part, la masse des travailleurs syndiqués, qui, victimes de l'austérité et du chômage, veulent la lutte. Quand nous parlons d'indépendance du syndicat, c'est de l'indépendance par rapport à la bourgeoisie et à ses partis qu'il s'agit. Cette nécessaire indépendance correspond à l'antagonisme de classe qui oppose les travailleurs à la classe bourgeoisie.

Le PCF est aujourd'hui un parti de la bourgeoisie qui veut le pouvoir pour appliquer son projet capitaliste d'État. La direction confédérale de la CGT, es-

sentiellement composée de dirigeants du PCF, fait tout, en imposant une direction bureaucratique, pour utiliser le syndicat dans ce but. Collaboration de classe, négation de la démocratie, manipulation politicienne des syndiqués, voilà le programme de Séguy à la direction de la CGT.

Cette ligne suscite une opposition croissante chez les travailleurs, une opposition qui est fondamentalement de classe. Séguy sait bien cela, c'est une des raisons pour lesquelles il propose de lâcher du lest à l'égard des rivaux du PS, espérant ainsi désamorcer l'opposition à la direction confédérale.

Grève avec occupation au centre de tri de Créteil CTA

UNE GRANDE COMBATIVITE

(Suite de la page une)

Convoqué comme témoin, les flics voulaient en faire un accusé, ce qui leur aurait permis de le mettre en garde à vue, c'est-à-dire en tôle pour 48 h. C'est ce qu'expliqua l'avocat de Llamas.

Alors à une cinquantaine, dans l'après-midi de vendredi, ils allèrent à la direction départementale demander des explications au directeur qui refusa de les recevoir. Ceux-ci restèrent et commencèrent à occuper les lieux.

Les élus de gauche commencèrent alors leur entrée en scène. Ce n'était pas la première fois. Il y a un mois, Cathala, maire PS de Créteil, était venu se faire photographier au centre de tri, avec bien sûr en toile de fond, une pile de sacs ! Ses compères révisionnistes avaient aussi envoyé un conseiller général ! L'occasion était excellente pour faire ainsi la pêche aux bulletins de vote.

Les conseillers de gauche arrivant, le directeur départemental, Authier, les reçut très amicalement. A Germa (PCF), président du Conseil général du Val-de-Marne (style play-boy supersapé), il déclara : « Je vous reçois non en tant que conseiller général mais en tant qu'ami ».

PC et PS jouaient les porte-voix du directeur. Ils disaient aux travailleurs : « Authier veut bien négocier mais à condition que vous évacuez les locaux. Nous, on pense que si vous reculez de 200 mètres seulement, ils vous recevraient... ».

Même si les politesses de la gauche faisaient traîner les choses, l'occupation durait toujours. Vers 20 h, à la prise de service des brigades de nuit, la grève était votée et de nouveaux groupes d'occupants arrivaient. Ils se retrouvent bientôt à 200. L'ambiance est combative.

Vers 22 h, une dizaine de cars de flics sont arrivés. Vers 23 h 30, l'expulsion se précise...

L'étonnement de certains travailleurs est grand quand ils voient tout le confort dont bénéficient ces messieurs.

Ils avaient décidé qu'aussitôt expulsés de la direction départementale, ils iraient occuper le centre. Ce fut fait vers 2 h du matin.

L'organisation de l'occupation a commencé, toutes les issues du centre sont bloquées, des chariots font une barrière devant le transbord, les tâches sont réparties (garde des issues, sécurité du courrier).

Une telle lutte contribue à renforcer la combativité des travailleurs des PTT. Voilà comment la réalité se charge d'infliger un cinglant démenti aux affirmations des dirigeants syndicaux. Ces derniers expliquent que si leurs dernières grèves de 24 h sont des échecs, c'est dû au manque de combativité des gars à la proximité des élections. A Créteil CT, les grèves-bidons du 18 et du 24 avaient été suivies à 0 % !

N.B : les directions syndicales ont promis d'appeler les autres centres à la grève si les flics intervenaient, mais il n'est pas question s'il s'agit d'un licenciement ou de lutter contre la répression !

Article fait avec des travailleurs ayant participé à l'occupation

Ces critères exposés dans l'article de Séguy, paru dans « Le Monde », sont d'après lui ceux que la CGT s'applique à suivre.

Camarades, vous aviez rêvé, il n'y a jamais eu d'exclusions dans la section CGT de l'IMRO ni des dirigeants de la section des Câbles-de-Lyon, jamais eu de travailleurs combattifs exclus, empêchés d'avoir des responsabilités ou de représenter les travailleurs aux élections professionnelles ; jamais eu de militants réprimés pour désaccord avec le Programme commun. Puisqu'on vous dit que c'est DÉ-MO-CRA-TI-QUE !

« Une organisation élaborant son orientation, son programme, son action en toute souveraineté dans le cadre des limites de ses prérogatives syndicales, sur la base de ce qui est susceptible de réaliser le plus large accord en son sein et d'avoir pour les travailleurs l'efficacité maximum.

« Une organisation dans le cadre de laquelle chacun peut exposer librement son point de vue, même s'il va à l'encontre des positions des instances dirigeantes ou des décisions du congrès.

« Une organisation reconnaissant à tous ses adhérents le droit d'avoir en dehors d'elle l'activité et les responsabilités politiques de son choix.

« Une organisation garantissant à tous ses membres l'égalité des droits, permettant à chacun d'accéder à toutes les responsabilités sans qu'il lui soit demandé de décliner son identité politique, où seuls les critères de compétences et de dévouement comptent.

« Une organisation où des hommes et des femmes de toutes générations, de toutes opinions politiques ou croyances religieuses, engagés ou non, collaborent réciproquement, tous unis par une commune volonté : servir au mieux les intérêts des travailleurs, le progrès social, la liberté et la paix (...).

A propos des arrêts de travail du 18 au 27 janvier

Quelle lutte mener au PTT ?

Sous le titre « Assez de division », le syndicat des LGD* de la région parisienne donne son point de vue et ses propositions dans un tract récent.

Le tract rappelle d'abord le mouvement du 2 au 20 décembre des travailleurs d'EDF-GDF, celui des cheminots du 5 au 11 décembre et des Bibs de Michelin, également à la même période, et ajoute : « A travers l'analyse de ce développement des luttes en fin d'année 1977, un espoir naissait après plusieurs mois de morosité ».

Le tract présente ensuite « la riposte massive et efficace » qu'il proposait en décembre :

« Désorganiser au maximum la production en économisant nos forces par des grèves tournantes par région ou par branche professionnelle... cette stratégie mobilise et unit l'ensemble des travailleurs sur des objectifs par binche, communs à tous : salaires, emploi, durée et conditions de travail (le tract rappelle en détail ces objectifs) évite l'isolement des luttes locales entre des actions nationales de 24 h. »

Le syndicat des LGD de la région parisienne critique et rejette ensuite les propositions des fédérations CGT et CFDT :

« Après plusieurs rencontres entre les fédérations CGT et CFDT, des appels communs sont lancés pour des actions catégorielles à partir du 18 janvier :

- Service général le 18
- Techniciens le 20
- Distribution et acheminement le 24

— Service des lignes, le 27...

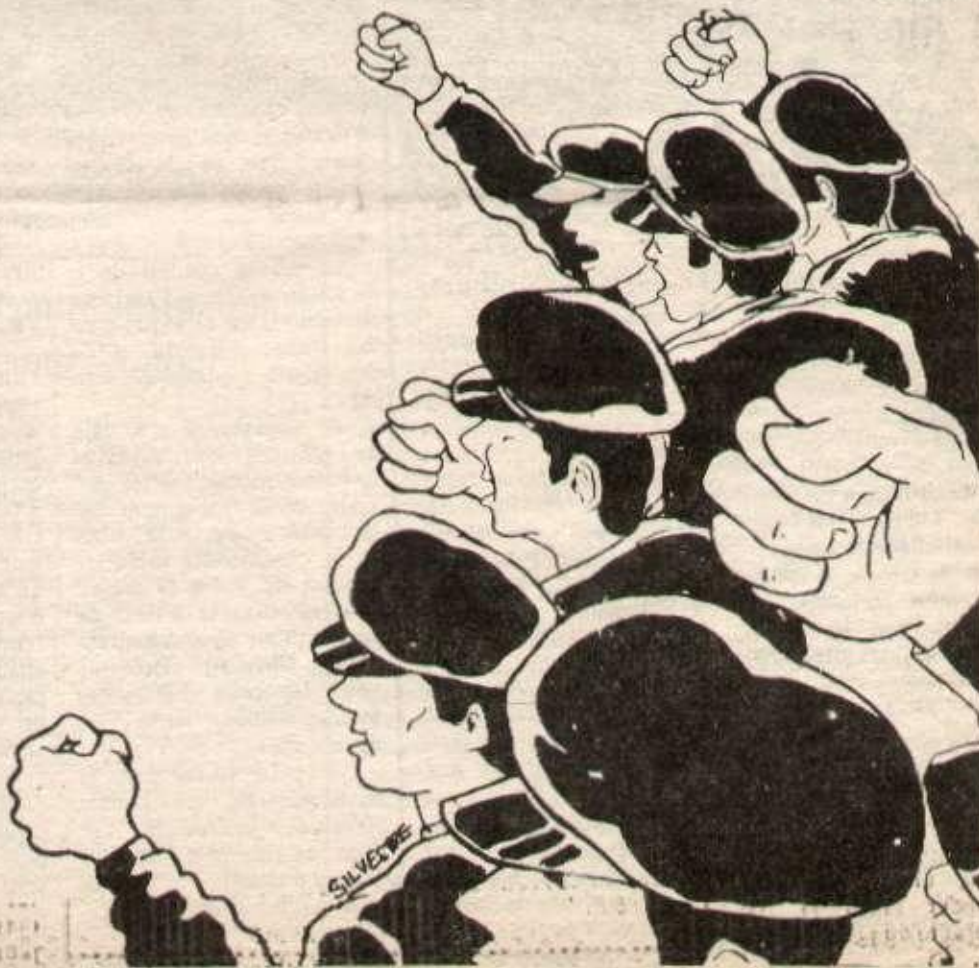
« Nos propositions pour une action coordonnée, secteur par secteur ou région par région, s'oppose à cette stratégie d'action catégorielle ».

Cette position nous paraît fort correcte et témoigne du débat dans le syndicat sur les formes de lutte, débat qui recouvre celui plus profond sur le rôle et les objectifs généraux du syndicat.



Commandez et payez cette brochure à APN - Editions BP 279 75886 Paris Cedex 18

Prix 5F



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Paris. Meeting du 27 janvier à la Mutualité (salle B)

Un riche contenu

La soirée a commencé par le montage-diapositives qui fut suivi par une minute de silence en hommage aux patriotes tunisiens morts au cours des derniers affrontements avec la police du gouvernement fasciste de Bourguiba et en soutien aux luttes héroïques du peuple tunisien et aux militants marxistes-léninistes

Le montage diapositives

Le montage-diapositives sur le 10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) retraçait l'histoire du parti à travers les luttes de classe, tant intérieures qu'internationales, à partir de la scission dans le Mouvement communiste international, scission organisée par les

révisionnistes krouchtchéviens. Il rappelait aussi, brièvement, le passé militant des principaux fondateurs du PCMLF, François Marty et Jacques Jurquet, et la lutte qu'ils ont menée au sein du PCF, avant d'en être exclus.

Ce montage, pour lequel

les réalisateurs demandent de recevoir les critiques de chacun pour l'améliorer, met en avant les grandes luttes de masse. Ce qui lui donne un aspect très combatif.

Un certain nombre de copies vont être faites pour qu'il puisse circuler à travers toute la France.

L'intervention d'André Druesne

Ensuite, le camarade André Druesne (candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dans le 19e - 28e circonscription) a parlé de l'usurpation de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) par la clique révisionniste krouchtchéviennne et de la dégénérescence qui

s'en est suivie. Il a également expliqué que les dirigeants du PCF (Thorez en tête) se sont empressés d'emboîter le pas des Soviétiques et qu'il a fallu reconstruire un nouveau parti authentiquement communiste, que dans cette tâche fondamentale, il a fallu mener une lutte frontale contre le révisionnisme mo-

derne.

La première partie s'est achevée avec la chorale « La communarde ».

La deuxième partie a commencé avec l'intervention du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml) dont nous publions ici des extraits.

L'intervention du PCRml

« La Fédération de Paris

du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste salue fraternellement votre meeting de ce soir. Nous nous félicitons du plein succès de votre dernier congrès qui permettra certainement de progresser ensemble dans la voie de la révolution prolétarienne.

Camarades,

Les semaines qui s'ouvrent vont être importantes. Comme vous le savez, nous sommes engagés ensemble dans la même bataille politique de 1978. L'accord intervenu entre nous va donner aux marxistes-léninistes les moyens de faire entendre largement leur voix. Ceci même au moment où toutes les forces bourgeoises, de droite et de gauche, ou leurs complices, se chaillaient sans vergogne.

Leurs décisions sont bien compréhensibles, car tous ces gens-là, tous ces politiciens de la bourgeoisie ne savent comment s'entendre pour faire payer la crise aux travailleurs.

Les marxistes-léninistes eux, qui tracent la voie de la révolution prolétarienne, seule issue à cette crise politique, économique et idéologique, se présentent unis dans cette bataille. Et c'est

normal.

Aussi, camarades, la bataille politique de 1978 doit permettre à nos deux partis de progresser dans la marche vers l'unification des marxistes-léninistes en un seul parti. (Applaudissements)

Ce qui va faciliter cette unification, ce qui va lui permettre de franchir un bond en avant, c'est le fait que les marxistes-léninistes sont les seuls aujourd'hui non seulement à analyser de manière scientifique la situation politique concrète de notre pays, mais aussi à proposer la seule réponse politique appropriée à cette situation : le rassemblement dans la lutte, contre la bourgeoisie de droite et de gauche, des ouvriers, des petits paysans, des travailleurs et intellectuels révolutionnaires (...)

De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui, écoeurés par les divisions, par les disputes des partis de gauche qui prétendent les représenter, voient de plus en plus clair dans le jeu de Marchais et Mitterrand. Il savent bien que Mitterrand, ce vieux politicien de la 4e République, bourreau du peuple algérien, assassin du commu-

niste Fernand Yveton, et aujourd'hui ami de Schmidt et de Golda Meir, n'a pas d'autre projet que de gérer la crise (...)

Quant au sinistre Marchais, qui tournait les obus allemands, tandis que les communistes et les patriotes résistants étaient fusillés (applaudissements), ses projets sont plus inquiétants encore. Ce qu'il cherche, à la faveur de la crise, ce n'est rien d'autre que la mise en place d'un capitalisme bureaucratique d'Etat. Mais la fusion entre l'Etat, les monopoles et le parti révisionniste, projetée par Marchais, n'apporterait rien aux travailleurs et surtout pas le pouvoir. Mais elle signifierait une dictature sans précédent sur les masses. Nos camarades chinois ne disent-ils pas : le révisionnisme au pouvoir, c'est le fascisme au pouvoir (applaudissements). D'ailleurs, le PCF n'a pas d'autre souci que de dissimuler aux yeux des masses son véritable projet. N'en vient-il pas, même maintenant, à parler d'autogestion, à courtiser les écologistes, après avoir annexé les restes du PSU et les quelques groupuscules gaullistes (...).

D'autres aspects du meeting

Nous publierons dans nos prochaines éditions des extraits de l'intervention du camarade Pierre Bauby, candidat de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dans le 19e - 29e circonscription, sur la bataille politique de 1978, ainsi que de celles des cinq camarades qui sont intervenus (et qui sont aussi candidats).

Une liste (pas encore tout à fait complète) des candidats de la région parisienne a d'ailleurs été lue par le camarade Claude Lebrun qui présidait le meeting et qui est lui-même candidat dans le 18e - 27e circonscription.

Certains étaient présents à la tribune, ainsi le camarade Arthur Chave qui, bien qu'en mauvaise santé, avait tenu à venir à ce meeting uniquement parisien pour saluer le 10e anniversaire du parti.



• Malakoff

Débat sur le nucléaire

Communiqué de presse

Les luttes contre le programme nucléaire gouvernemental aboutissent à une remise en cause de la société capitaliste. Quelle solution nous proposent les partis de gauche, non-engagés sur ce terrain, comme à Malville ?

Aujourd'hui, il faut construire une force qui permette de satisfaire vraiment les revendications populaires au-delà des tactiques électorales.

Le Comité d'initiative de Malakoff de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOP) organise un débat public mardi 31 janvier, au « Bilboquet », place Saint-Germain-des-Prés (Tel : 22 87 23) après la séance de 21 h 45 de « Nucléaire, danger immédiat » et « Malville, état de siège », deux films du Collectif « Le grain de sable » : prix des places : 6 F.

Ecologie

Une juste attitude

«SOS environnement» dénonce les pressions des partis traditionnels sur les écologistes

Le mouvement écologiste « SOS Environnement » et le Parti féministe ont présenté dimanche, au cours d'une conférence de presse, une première liste de candidats dans la région parisienne.

Cette liste sera soumise à la discussion du collectif « Écologie 78 », qui regroupe tous les mouvements écologistes pour les prochaines élections.

En principe, tous les candidats écologistes se regrouperont sous l'appellation « Écologie 78 » et tous refuseront de donner pour le second tour une consigne de vote quelconque : aucun désistement donc ni pour la gauche, ni pour la droite, ni pour la gauche, ni pour la gauche, ni pour la gauche, ni pour la droite.

Toutefois, les pressions se font de plus en plus fortes pour amener les candidats écologistes à s'allier plus ou moins directement

aux partis traditionnels, de gauche notamment.

Les pressions aujourd'hui les plus dures sont celles du « Front autogestionnaire », créé par le PSU. Ici ou là, certains candidats se retrouvent à la fois sur la liste « Écologie 78 » et dans le « Front autogestionnaire » du PSU. Cela est contraire aux décisions du protocole commun d'« Écologie 78 ».

« SOS Environnement » est une des organisations, membre d'« Écologie 78 », qui se bat le plus fermement contre toute alliance avec la droite ou la gauche. Delarue, son président, a dénoncé dimanche « les tentatives faites par certains groupes politiques pour empêcher l'union des écologistes indépendants des partis (noyautage, pressions, etc.) ».

« SOS Environnement » défendra ce mardi et ce mercredi la même position au cours d'une réunion

d'« Écologie 78 », qui devrait décider des candidatures écologistes communes, pour Paris.

Toutefois, si certains candidats écologistes parisiens se montrent favorables à la gauche (contrairement au protocole signé), « SOS Environnement » prendrait alors la responsabilité de présenter, face à un candidat favorable à la gauche, un autre candidat de « SOS Environnement », fidèle, lui, à la décision commune des écologistes : ni droite, ni gauche.

Ces luttes de lignes au sein du mouvement écologiste sont peut-être un peu compliquées à suivre pour nos lecteurs. Mais elles sont importantes. Ce qui se dégage dans ces conflits, c'est un courant révolutionnaire, indépendant des partis bourgeois de droite et de gauche. C'est un courant de plus en plus important que nous, marxistes-léninistes, soutenons de toutes nos forces.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

ESSONNE (1e et 2e circonscriptions)

Un département en voie d'industrialisation

Le département de l'Essonne (91) a été nouvellement créé par la bourgeoisie, en 1964, pour adapter ses découpages administratifs en fonction de l'évolution des réalités locales. Il s'agit d'une région relativement proche de Paris et qui se peuple rapidement du fait de la confluence de deux courants : celui des travailleurs parisiens chassés par la rénovation capitaliste et celui des provinciaux chassés par le chômage. Sa population est ainsi passée de 600 000 habitants en 1964 à un million en 1976. Plus de 75 % des salariés,

habitant dans l'Essonne, sont obligés, il faut le noter, d'aller travailler à Paris.

Il y a relativement peu de temps, c'était encore un département rural avec au nord et au centre une zone de maraîchers (Montlhéry, Marcoussis, Brétigny, Arpajon, etc.) et au sud le début de la Beauce et du Gâtinais.

Si le sud est resté rural avec de grandes exploitations caractéristiques de la Beauce, le nord et le centre s'industrialisent peu à peu en suivant trois pôles de développement : Massy-Orsay, Juvi-

sy-Athis et Corbeil-Evry, sans parler d'un grand nombre de petites zones industrielles. Les activités industrielles du département comprennent plusieurs branches.

Métallurgie : Ce sont en général des usines de montage ou de stockage. De grosses boîtes comme la Snecma (5 500 travailleurs) et IBM (3 000) à Corbeil. Des moyennes et petites boîtes : les cailleries de la Seine (180) à Crosnes, Tréfinmétaux (130) à Brétigny, Massey-Ferguson à

Juvisy, AOIP (400) à Evry, Bertrand Faure à Étampes.

Le Livre : Cela vient du XIVe siècle où fut installé, à Corbeil, un des premiers moulins de pâte à papier : Néogravure et Creté à Corbeil, Hélicachan à Longjumeau.

Des entreprises liées à l'agriculture : Sanders (aliments pour bestiaux) à Juvisy, Clause (1 100 travailleurs) à Brétigny (graines), les Moulins de Corbeil, etc.

LES FORCES POLITIQUES TRADITIONNELLES

Le PCF a traditionnellement une forte influence dans la région du fait du prestige acquis pendant la lutte de libération nationale.

La vallée de Chevreuse servait de rendez-vous pour les FTP comme pour les appareils du parti, tandis que, dès 1943, paraissait dans la clandestinité « La Marseillaise de l'Essonne ». Le PCF eut alors bien des martyrs comme Louis Babin et tous les anonymes militants de base, ainsi que les innombrables déportés.

L'influence du PCF tient aussi à sa mainmise sur de nombreuses municipalités où il fait « la pluie et le beau temps » : attribution de logements, de places dans les centres aérés, dans les crèches municipales, travail dans les mairies, etc.

Mais sa puissance est fragile. De plus en plus les nouveaux bourgeois, bons gestionnaires du capitalisme, doivent faire face à des sections CFDT de communaux (plus d'une vingtaine en un an) créées sur une base de lutte. Le meeting de Brétigny sur l'indépendance nationale a rassemblé à peine 30 personnes. La réunion du MJCF de l'Essonne, au mois de septembre dernier, a été plus qu'un bide. Catala n'a même pas osé s'y présenter et il n'y avait même pas 200 personnes malgré tous les moyens mis à leur disposition par les mairies.

Le Parti socialiste, à majorité CERES, malgré l'apport non négligeable du PSU (tendance Rocard), est une force nouvelle mais montante de la bourgeoisie.

A plusieurs reprises, il nous a été possible, grâce aux discussions que nous avons avec les militants de base, de mettre à profit les contradictions PC-PS. Le dernier exemple en a été le déroulement de la fête populaire de l'Essonne en plein cœur d'un fief révisionniste.

Le PSU, force montante dans les années d'après 68, est en parfaite décomposition après le départ des membres de la Gauche révolutionnaire (GR) en 1972, de la Gauche ouvrière et paysanne (GOP) en 1974, de la tendance Rocard en 1975. En tant que parti, il montre une parfaite soumission devant le PCF, allant de pair avec l'inaction politique : « Tous les compromis sont bons pour garder nos trois ou quatre sièges dans les mairies ».

Cette attitude contraste cependant avec l'honnêteté politique de nombreux militants syndiqués à la CFDT.

Les forces de droite s'appuient beaucoup sur les commerçants, sur les erreurs de la gestion de gauche, sur la population des « zones blanches » du Sud (Beauce, Gâtinais). Elles peuvent à n'importe quel moment s'avérer dangereuses : en 1973, à Dynamic (Corbeil), pendant un conflit de deux mois, dix à vingt barbouzes ont été payés par les patrons pour casser la grève.

En 1977, les barbouzes du fils Dassault tirent sur des colleurs d'affiches. Des flics bien connus torturent des jeunes dans le commissariat, etc.

LES MARXISTES-LENINISTES : UN DEVELOPPEMENT LIE AUX LUTTES OUVRIERES ET POPULAIRES



Salle comble lors d'une des réunions-débat à la fête de l'Essonne, à Brétigny.

Les forces marxistes-léninistes sont apparues dans la région avec le ralliement aux communistes marxistes-léninistes de France de la « Gauche révolutionnaire ».

elle-même issue d'une scission du PSU.

veloppés et aguerris.

Aussi bien comme acteur, au sein de Tréfinmétaux (à Brétigny) dans le quartier des Tarterêts, à Doitteau et à la Snecma (Corbeil) à l'AOIP (Evry), etc., que comme soutien aux luttes : Massey-Ferguson (Juvisy), comité de soutien aux foyers Sonacotra (Étampes, Corbeil, Arpajon, Ste-Geneviève), Foyer du Petit Chanteloup (Arpajon, foyers des éducateurs, grève de la STAN, etc.)

Tout en participant et en soutenant les luttes nous avons mené un travail d'explication continu et régulier pour diffuser le point de vue des marxistes-léninistes. Dans ce cadre, plusieurs meetings ont été organisés et nous avons pu rassembler à notre dernière fête populaire de l'Essonne, près de 900 personnes dont près de 500 de la région.

Les communaux contre les patrons de gauche comme de droite

Dans les communes comme Brunoy, Evry, Brétigny, Yerres, villes ayant entre 15 000 et 25 000 habitants la majorité du personnel est manutentionnaire (55 à 58 %) ; le personnel administratif compte 28 à 32 % et les ouvriers professionnels qualifiés de 10 à 17 %. Les catégories sont extrêmement divisées et pour un même travail, le salaire est souvent différent, certains étant mensuels, d'autres horaires ou bien employés temporairement, auxiliaires, etc.

Qu'il s'agisse des patrons de droite et de gauche c'est la même exploitation, seules les raisons données diffèrent. A droite on leur dit « C'est la crise, la conjoncture, on n'y peut rien » ; à gauche on leur répond « grâce au Programme commun, quand nous serons au pouvoir nous changerons ces lois injustes, en attendant... votez pour nous ! » Rien d'étonnant donc à ce que plusieurs luttes de communaux aient déjà eu lieu pour obtenir dans des municipalités de gauche comme de droite la diminution d'horaire, la suppression des plus bas salaires des manoeuvres.

SNECMA-Corbeil

A la Snecma où six cent licenciements sont prévus durant l'année 1977-1978 les marxistes léninistes appellent les travailleurs à se mobiliser sur le mot d'ordre « On ne négocie pas les licenciements ». Les dirigeants CGT qui montrent la plus grande mollesse dans l'opposition aux licenciements se conduisent par contre comme des patrons de choc au CE. Les travailleurs de celui-ci ont déjà mené plusieurs luttes sous l'impulsion des marxistes-léninistes contre ces nouveaux bourgeois. En 1976 ils ont ainsi réussi à empêcher le licenciement de deux travailleurs.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

INTERVIEW D'ISABELLE MILLERAND

— Tu es présidente de l'AJT, association de jeunes du quartier des Tarterêts. Peux-tu nous expliquer les buts de cette association ?

Au départ, les jeunes l'ont créée, avec l'aide d'éducateurs pour pouvoir exiger un mille-club : ils voulaient un endroit où se réunir et se rassembler. L'AJT a également mis sur pied différentes activités faites par les jeunes et pour les jeunes : guitare, rallyes-mobylettes, etc. Nous sommes aussi en train de réaliser un journal.

— Depuis quand participes-tu à l'AJT ?

En mai 76, je suis allée à une réunion, puis j'ai eu des contacts plus étroits

avec les jeunes et participé aux différentes actions pour obtenir le mille-club. Lorsque l'assemblée générale de l'AJT a décidé de changer le conseil d'administration, j'ai été élue présidente.

— Quelle a été la réaction des révisionnistes de la municipalité PCF de Corbeil ?

Ils se sont efforcés par tous les moyens de me déconsidérer et de m'isoler. Un exemple : des jeunes se rendent à la mairie pour demander une salle. La responsable les retient et leur raconte pendant une heure que je les manipule, que je ne suis qu'une garce, etc.

Récemment, les révisionnistes ont déclaré leur intention de mettre au conseil d'administration du mille-club la JOC qui n'est pas sur les Tarterêts et la JC qu'on avait jamais vue à une réunion jusqu'à présent.

— L'AJT a-t-elle fait avancer la prise de conscience des jeunes ?

Oui, dans une certaine mesure. Ils sont amenés pour obtenir le mille-club à faire pression aussi bien sur le ministère de la Jeunesse et des Sports que sur la mairie. Par contre, ils apprécient le style du nouveau conseil d'administration qui les informe et les

consulte sur les décisions.

Les jeunes ont montré dans l'action qu'ils étaient prêts à lutter contre la droite (gérant du café raciste, Dassault et ses gorilles) comme contre la gauche.

Ainsi, c'est après décision unanime de l'assemblée générale que nous avons occupé la mairie pour arracher au député-maire de Corbeil, Combrisson, que l'AJT soit la seule association à participer au conseil d'administration. Lorsque les révisionnistes ont essayé de prétendre : « Vous ne voyez pas qu'elle vous manipule », les jeunes ont fort bien répondu : « Allez bergère, nous ne sommes que des moutons, tu nous dis ce qu'il faut faire ».

LES LUTTES A L'AOIP

L'AOIP comprend plusieurs usines regroupant 4 600 travailleurs. Sa particularité, c'est d'être la plus grande coopérative ouvrière de production de France. La CGT y est pratiquement le seul syndicat depuis le début du siècle et y a une très forte implantation. Par ailleurs, un nombre non négligeable de travailleurs (surtout parmi les associés) pensent que l'AOIP n'est pas vraiment une boîte patronale.

A travers la CGT, les révisionnistes s'attachent à perpétuer ces illusions ; ils sont bien décidés à s'accrocher à cette boîte qui s'intègre dans leur projet de capitalisme bureaucratique d'État.

Voilà pourquoi les travailleurs rencontrent tant d'obstacles au développement des luttes ! De 1968 à 1973, celles-ci ont été systématiquement ramenées au niveau de négociations sans rapport de forces avec comme thème principal la tarte à la crème de l'échelle mobile. A partir de 1974, il y a eu plus de luttes qui ont porté principalement sur les salaires et les conditions de travail,

notamment en 1975, une grève totale pour 200 F pour tous.

En 1977, d'autres luttes ont encore eu lieu mais se sont toutes soldées par des échecs, faute de pouvoir créer un rapport de forces suffisant en raison notamment de la faiblesse de la section CFDT, nouvellement créée sur des bases de classe.

Voilà plusieurs années que les marxistes-léninistes s'attachent à développer le courant de classe tout en faisant une agitation-propagande de plus en plus régulière et liée aux travailleurs.

Nous sommes présents dans la CFDT et y développons un syndicalisme de classe.

Aux premières élections de DP, en 1977, la CFDT a obtenu 15 % des voix sur l'ensemble des collèges. Depuis quelque temps déjà, la cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) sort un bulletin d'entreprise et avec la campagne politique de 1978, nous avons l'intention de faire un bond en avant dans notre développement de notre influence.



Les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Ces candidats soutenus par le PCR (ml) et le PCMLF se présentent pour mieux expliquer aux travailleurs la nécessité de rejeter toute illusion électoraliste et de mener la lutte contre la bourgeoisie de droite ou de gauche afin de préparer la révolution prolétarienne. Les axes d'intervention locaux concernent notamment la question des jeunes, des immigrés et la lutte contre la répression.

Jacques Lévy: candidat



Jacques Lévy, 31 ans, marié, deux enfants, ouvrier métallurgiste à l'AOIP (Coopérative ouvrière) à Evry où il est délégué syndical dans une section créée sur une base de lutte de classe.

Dans l'entreprise, de nombreuses luttes et grèves ont été menées pour l'augmentation des salaires, pour l'amélioration des conditions de travail, contre la répression et les licenciements de même que pour l'intégration des intérimaires.

Après avoir participé aux luttes de mai-juin 1968, il est resté proche du mouvement marxiste-léniniste et a rejoint les rangs de l'Humanité rouge en 1975. La cellule inter-entreprises José Humberto Baena du PCMLF a fait savoir qu'elle soutenait ce candidat.

Corbeil. Elle a animé et a participé avec des jeunes de la ville à des luttes antifascistes et antiracistes : — boycott d'un café tenu par un raciste-fasciste.

— intervention dans un meeting de Serge Dassault.

— manifestation antiraciste.

D'autre part, l'association des jeunes, a mené des luttes contre la municipalité de gauche pour décider elle-même des activités la concernant. Cette lutte a débouché récemment sur l'occupation du bureau du député maire Combrisson (PCF).

La cellule Suzanne Mas-



son du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui soutient la candidate a participé activement à ces luttes et dénoncé les tortures effectuées contre des jeunes au commissariat de Corbeil et au passage à tabac au commissariat de Ponthierry.

Thierry Bérichvili: candidat

Thierry Bérichvili, 26 ans, marié, un enfant, ouvrier métallurgiste à Tréfinmétaux (PUK). Militant du PSU après 1968, il participe à la scission de la Gauche révolutionnaire où il travaillera au ralliement des marxistes-léninistes de France, qui se fera en juin 1974.

Entré à Tréfinmétaux, en 1973, il sera délégué syndi-

cal, délégué du personnel et au comité d'entreprise. L'usine comptant beaucoup d'immigrés, la section syndicale sera à l'initiative d'une des premières grèves des foyers Sonacotra, au foyer d'Arpajon contre le gérant raciste qui fut muté ailleurs.

Durant l'automne 1975, la section défila en soutenant la lutte du peuple espagnol, et particulièrement les cinq militants, assassinés par Franco.

Les actions ont été nom-

breuses contre les accidents du travail, pour la hausse des salaires, forgeant ainsi, petit à petit, l'unité des travailleurs français et immigrés. C'est dans ces luttes que se forgea la cellule F. Yveton du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) qui a fait savoir qu'elle soutient le candidat.

Aujourd'hui, les marxistes-léninistes luttent contre les dirigeants PCF et CGT qui veulent de l'extérieur briser l'unité des travailleurs.

Gilbert Rainerie: suppléant

Gilbert Rainerie, 29 ans, employé postal, est le fils d'un navigateur aérien, petit fils d'un ouvrier-électricien et d'un petit paysan.



Etudiant en histoire de 1968 à 1973, membre du l'UNEF, il adhère au PSU en 1968. Il participe à la scission de la Gauche révolutionnaire puis au ralliement aux communistes marxistes-léninistes de

France. Bien connu à Brétigny, il y est un actif propagandiste de la presse marxiste-léniniste.

Isabelle Millerand: suppléante

23 ans, mariée, employée communale dans un CES de Corbeil. Elle est une des 40 000 maitres auxiliaires licenciée par Haby.

Militante communiste marxiste-léniniste depuis 1975, elle est présidente d'une association de jeunes d'un quartier populaire de



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES PARTIS ET
LE CHOMAGE (1)

Plus d'un million et demi de chômeurs. Le chômage qui est un trait permanent du système capitaliste, devient un phénomène massif en période de crise. C'est ainsi que le nombre des chômeurs qui avait doublé, entre 1965 et 1973, période que les capitalistes qualifiaient avec satisfaction de période d'expansion, a doublé à nouveau entre 1974 et 1977.

Et aucun signe n'indique que cette extension du chômage va s'arrêter, au contraire.

« De tous les problèmes de fond qui se posent au prochain gouvernement, voici probablement le plus aigu, celui sur lequel on ne juge pas

seulement le talent d'un premier ministre, mais la viabilité d'un type de société : le chômage ».

Voilà exprimée, sous la plume d'un journaliste d'un périodique bourgeois, cette constatation que le chômage massif appelle une condamnation formelle du système qui en est la cause : le capitalisme !

A la veille des élections législatives de mars 1978, dont l'enjeu est, d'après Giscard d'Estaing, rien moins « qu'un choix de société », les différents partis bourgeois promettent tous de sortir le pays de la crise. Que font-ils, que disent-ils sur cette question du chômage et que proposent les marxistes-léninistes ?

La majorité et
le chômage

La préoccupation des monopoles en cette période de crise, caractérisée notamment par le rétrécissement des marchés et une guerre commerciale sans merci, c'est de maintenir, et même relever le taux de profit.

Pour y parvenir, ils restructurent, c'est-à-dire qu'ils concentrent les capitaux dans les secteurs d'activité jugés les plus rémunérateurs, augmentent la productivité, c'est-à-dire l'exploitation, et recourent aux licenciements massifs.

Le gouvernement (et donc les partis de la majorité) se fait l'auxiliaire actif de cette politique. Ainsi, quand Ceyrac, président du CNPF, déclare : « On ne peut alourdir les prix de revient en obligeant les entreprises à garder des salariés en surnombre », Beullac, ministre du Travail (!) répond en écho : « On ne peut s'opposer aux compressions d'effectifs quand elles se révèlent indispensables ».

C'est ce même Beullac qui expliquait à l'automne aux patrons qu'ils sous-estimaient les possibilités offertes : par les dispositions légales pour mettre en œuvre leur politique de licenciement en masse. Dans le même temps, il leur donnait des gages, indiquant qu'il avait arrêté des consignes strictes pour mettre au pas ceux des inspecteurs du travail qui voudraient jouer les empêchements de licenciement tranquilles.

L'autre aspect de l'activité du gouvernement, c'est de s'attaquer au chômage lui-même. Et nos ministres n'ont pas été avares en discours sur ce thème. A examiner la réalité, on peut dire que cette attaque du chômage n'a rien été d'autre qu'une attaque des chômeurs et de l'ensemble de la classe ouvrière.

Les principaux succès enregistrés par le gouvernement sont dans le domaine de la manipulation des statistiques, pour le reste, tout se résume à deux opéra-

tions antiouvrières : contre les travailleurs immigrés et contre les jeunes.

« Il n'y a pas de problèmes d'emploi dans un pays qui compte deux millions de travailleurs immigrés ». Tel est le thème de la vaste campagne raciste, orchestrée par la bourgeoisie, et dont le dénommé Stoléru est l'exécutant zélé. Le but en est double : d'une part, détourner la colère des travailleurs, victimes du chômage, en désignant les travailleurs immigrés comme les responsables ; d'autre part, expulser un million d'entre eux d'ici quelques années, ainsi que l'a récemment réaffirmé Ambroise Roux, vice-président de CNPF et PDG du trust CGE.

L'opération « jeune-emploi », elle aussi, a un double but : faire baisser artificiellement le nombre des chômeurs et

estomper ce scandale du capitalisme incapable de fournir un quelconque avenir à la masse des jeunes. Par ailleurs, la réalité des « stages emploi-formation », c'est de fournir de la main d'œuvre gratuite aux patrons. Même FO en convient. Démagogie électorale d'un côté, aide directe à l'accroissement des profits de l'autre. On comprend bien pourquoi les chefs d'entreprise sont les seuls à se féliciter de l'opération.

Pour les jeunes qui font ces stages, il ne s'agit que de quelques mois d'une exploitation effrénée, pour reprendre ensuite leur place dans les rangs des chômeurs.

Quant à l'État patron, il donne lui-même l'exemple. Aux PTT et dans l'éducation nationale, les emplois temporaires, d'auxiliaires, de vacataires, les contrats à durée déterminée prolifèrent, substituant au statut de fonctionnaire, celui de chômeur en sursis.

L'attitude des partis de la majorité à l'égard du problème du chômage est claire. Quoiqu'ils puissent promettre à l'occasion des élections, la vie a tranché : non seulement ils ne luttent pas pour faire reculer le chômage, mais tout au contraire, ils le justifient et l'organisent au profit des monopoles dont ils sont les représentants politiques.

Pourquoi le chômage est un
produit inévitable du capitalisme

Pour produire, c'est-à-dire fabriquer des profits, le capitaliste a besoin de deux choses : des machines et des hommes. Le capitaliste pour accroître toujours plus le volume des profits et avoir le dessus dans la concurrence acharnée qui l'oppose aux autres, est constamment amené à utiliser des machines pour remplacer du travail manuel, à remplacer de vieilles machines par des modernes plus productives. De cette façon, la part du capital consacré aux machines ne cesse de grandir, tandis que celle consacrée à l'achat de la force de travail des ouvriers diminue. Les concentrations d'entreprises et les fusions ne font qu'accroître ce phénomène.

Donc, si le travail des ouvriers permet de créer des machines toujours plus perfectionnées, leur utilisation par le capitaliste exclue un grand nombre

d'ouvriers de la production.

Les restructurations, accompagnées de licenciements massifs, survenues par exemple dans le secteur de l'imprimerie, ces dernières années, et qui se poursuivent aujourd'hui, illustrent ce phénomène.

Parallèlement, le développement du capital monopoliste qui ruine les petits producteurs de la ville ou de la campagne fait grossir constamment le nombre de prolétaires, de ceux qui n'ont rien d'autre à vendre que leurs bras. Des machines toujours plus productives, requérant toujours moins de travail ouvrier, des ouvriers toujours plus nombreux sur le marché, voilà pourquoi le chômage est une maladie inévitable du capitalisme, maladie qui prend des proportions dramatiques pour les travailleurs en période de crise.

(A suivre)



Le chômage en chiffres

Depuis trois ans, c'est au rythme de 1 000 licenciés par jour ouvrable que s'effectuent les licenciements pour « raisons économiques ».

Chaque mois, 1 100 entreprises ferment leurs portes.

Les licenciements pour « raisons économiques » ont augmenté de 23,1 % en un an.

La durée moyenne du chômage est passée de 195 jours, en décembre 1976, à 216 jours en décembre 1977.

Le chômage partiel atteint 1 090 400 journées indemnisées contre 844 800 en octobre.

Parmi les demandeurs d'emploi pris en compte par l'ANPE, 30 % ont été licenciés et 24 % travaillaient avec un contrat à durée déterminée

ou en intérim.

54,4 % des chômeurs sont des femmes.

Chaque année, 700 000 jeunes recherchent un premier emploi à l'issue de leur scolarité.

D'après la CFDT, le chômage a augmenté de 24,4 % au cours de l'année écoulée.

EVOLUTION DU CHOMAGE EN FRANCE
(Source Bureau international du Travail)

- Janvier 1972 : 760 000
- Janvier 1974 : 850 000
- Janvier 1975 : 1 183 000
- Janvier 1977 : 1 465 000